



**Municipalité de la
Commune de Prangins**

**Préavis No 58/10
Au Conseil Communal**

**Règlement sur la protection
des données personnelles**

Hans - Rudolf Kappeler, Syndic

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1. Préambule

L'utilisation de fichiers informatiques et la protection des données personnelles étaient régis par la Loi cantonale sur les fichiers Informatiques et la Protection des Données personnelles (LIPD) du 25 mai 1981, ainsi que par le règlement communal du même nom, datant du 9 septembre 1983. Une commission de recours existe à ce jour au sein du Conseil communal.

2. Nouvelle situation

La Loi du 11 septembre 2007 sur la Protection des Données personnelles (LPrD) est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2008 et remplace celle du 25 mai 1981 sur les fichiers informatiques et la protection des données personnelles. Sur la base de cette nouvelle loi, les règlements communaux ne sont en partie plus compatibles avec le nouveau texte légal. La LIPD donnait aux communes la compétence d'instituer une commission communale chargée de traiter les recours basés sur cette loi. Or, la nouvelle loi instaure une procédure de recours devant le Préposé cantonal à la protection des données et à l'information. L'article 31 LPrD prévoit en effet qu'une décision communale ne peut être contestée que par devant le Préposé, ou alors directement auprès du Tribunal cantonal. Les règlements qui instaurent une commission communale de recours doivent par conséquent être considérés comme caducs sur ce point.

3. Proposition

Dans la mesure où le règlement communal doit être modifié et étant donné que d'autres dispositions méritent d'être adaptées à la nouvelle loi, la Municipalité propose une nouvelle mouture de ce texte légal, calqué sur le modèle de règlement élaboré par les services de l'Etat de Vaud. Se basant sur les propos cités ci-dessus, elle suggère également de dissoudre la commission de recours relative à ce sujet.

4. Conclusions

Au vu de ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

le Conseil communal de Prangins

- vu le préavis municipal No 58/10 relatif au nouveau Règlement sur la protection des données personnelles,
- vu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,
- oui le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,
- attendu que ce dernier a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide

1. d'adopter le préavis municipal No 58/10 relatif au nouveau Règlement sur la protection des données personnelles,
2. d'adopter le nouveau Règlement sur la protection des données personnelles,
3. d'abroger le règlement sur les fichiers informatiques et la protection des données personnelles du 9 septembre 1983,
4. de dissoudre la commission de recours en matière de fichiers informatiques et de la protection des données personnelles.

Ainsi délibéré en séance de Municipalité du 1^{er} février 2010, pour être soumis au Conseil communal de Prangins.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic



H.-R. Kappeler



Le Secrétaire



A. Zähringer

Annexe : nouveau Règlement sur la protection des données personnelles



COMMUNE DE PRANGINS

**REGLEMENT
SUR LA PROTECTION DES
DONNEES PERSONNELLES**

2010

Art. 1^{er} Objet

Le traitement des données personnelles par les autorités communales dans la commune de Prangins est régi par la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD), ainsi que par le présent règlement.

Art. 2 Champ d'application (art. 3 LPrD)

Le présent règlement s'applique à tout traitement de données personnelles par la commune.

Art. 3 Responsable du traitement (art. 4 LPrD)

La commune, représentée par la Municipalité, est le responsable du traitement au sens de la loi et du règlement. Elle peut déléguer cette compétence à l'une de ses sections ou directions conformément à l'article 66 al. 2 LC (autorité délégataire).

Art. 4 Personnel communal

Le personnel de l'administration communale peut traiter les données servant à l'accomplissement de ses tâches.
La Municipalité fixe les règles d'accès aux fichiers.

Art. 5 Traitement des données par des tiers (art. 18 LPrD)

Lorsque le traitement est confié à un tiers par contrat, la Municipalité doit en tous les cas :

- imposer à l'organe de traitement le respect de la loi cantonale et du règlement communal;
- préciser les mesures de sécurité (art. 6) incombant à l'organe de traitement ;
- prévoir le droit de contrôle de la Municipalité.

L'accord peut notamment prévoir des peines conventionnelles ; au cas où l'organe de traitement violerait ses obligations ; la résiliation du contrat demeure également réservée.

Art. 6 Sécurité (art. 10 LPrD)

La Municipalité et, le cas échéant, le tiers chargé du traitement prennent les mesures de sécurité adéquates, notamment :

- d'ordre physique (locaux, clés, cartes d'identification etc.);
- d'ordre administratif (consignes au personnel, contrôles de personnes, etc.);
- d'ordre informatique (mots de passe, programmes de contrôle, etc.).

Ils en testent régulièrement la fiabilité.

Art. 7 Exactitude (art. 9 et 11 LPrD)

Le responsable du traitement s'assure que les données personnelles traitées sont exactes. Elles sont détruites ou rendues anonymes dès qu'elles ne sont plus nécessaires à la réalisation de la tâche pour laquelle elles ont été collectées.

Demeurent réservées les dispositions légales spécifiques à la conservation des données, en particulier à leur archivage, ou effectuées à des fins historiques, statistiques ou scientifiques.

Art. 8 Registre des fichiers (art. 19 à 21 LPrD)

Tout fichier contenant des données personnelles est annoncé au Préposé cantonal à la protection des données et à l'information préalablement à sa mise en œuvre.

La Municipalité peut tenir un registre public des fichiers communaux, comprenant un descriptif des fichiers et un registre des transmissions.

Art. 9 Procédure de communication (15 LPrD)

La communication de données a lieu selon la procédure suivante :

a) la Municipalité décide de la transmission systématique de données, notamment de la transmission de tout ou parties de fichiers (par exemple des listes) et de la transmission répétée de données éparses individuelles; elle rend une décision qui indique les données qui sont transmises et les conditions auxquelles la transmission est autorisée, ainsi que les voies et les délais de recours;

b) l'administration communale peut transmettre occasionnellement des données éparses individuelles sans inscription au registre des transmissions; la transmission de données sensibles, sauf bases légales explicites autorisant la transmission, nécessite une décision de la Municipalité.

Sous réserve de l'alinéa 1, lettre b, 1ère phrase, les données ne sont transmises que sur requête écrite.

Art. 10 Procédure d'appel (art. 16 LPrD)

Des données personnelles ne peuvent être rendue accessibles au moyen d'une procédure d'appel que sur la base d'une décision de la Municipalité, en limitant l'accès aux données nécessaires au destinataire.

Art. 11 Droit d'accès (art. 25 LPrD)

L'intéressé exerce son droit d'accès aux données le concernant personnellement auprès de l'administration communale en prouvant son identité. Celle-ci communique sa réponse au maximum 10 jours après le dépôt de la demande.

Un émolument peut être prélevé aux conditions fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 12 Décision du responsable du traitement (art. 30 LPrD)

Le responsable du fichier se prononce sur toute demande visant à faire valoir un droit fondé sur les articles 25 à 29 LPrD, en indiquant le cas échéant les motifs l'ayant conduit à ne pas y donner suite, ainsi que les voies et délais de recours.

Si la décision est prise par une autorité délégataire, un recours peut être formé dans les trente jours auprès de la Municipalité. Celle-ci rend une décision ouvrant les voies de recours des articles 32 et suivants LPrD.

Art. 13 Entrée en vigueur et abrogation

Le présent règlement entre en vigueur dès la publication dans la FAO et de son approbation par le Département en charge de la protection des données.

Il abroge le règlement du 9 septembre 1983

Ainsi adopté par la Municipalité lors de sa séance du 1^{er} février 2010

Le Syndic



H.-R. Kappeler



Le Secrétaire



A. Zähringer

Approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du

Le Président

La Secrétaire

G. Mauroux

P. Jaquier Perard

Approuvé par le Chef du Département des finances et des relations extérieures

Le Chef du département

Pascal Broulis
Conseiller d'Etat

Roland Bersier

De: Roland Bersier [rbersier@prangins.ch]

Envoyé: vendredi 5 février 2010 08:19

À: 'Mauroux Gilles'; 'Patricia Jaquier Pérard'

Cc: 'hrkappeler@prangins.ch'; 'Greffé'

Objet: Transmission préavis No 58/10 - Règlement sur la protection des données personnelles

Monsieur le Président,
Madame, Messieurs,

Par ces lignes, nous tenons à vous informer que nous avons déposé 65 exemplaires du préavis cité en titre dans le bureau du Conseil communal, document adopté lors de la séance de Municipalité du 1^{er} février 2010.

En vous souhaitant bonne réception de ces lignes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Greffé municipal Prangins
Roland Bersier
Tél : 022 994 31 13
Fax : 022 994 31 11
Ouvert LU-VE
08:00 - 11:30 et 13:30 - 16:30

rb/10.15/129

05.02.2010